

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

9 septembre 2019

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la candidature de la Turquie
à l'adhésion à l'Union européenne**

(déposée par Mme Barbara Pas et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

9 september 2019

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de kandidatuur van Turkije als lidstaat
van de Europese Unie**

(ingediend door mevrouw Barbara Pas c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition de résolution DOC 54 2099/001.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel van resolutie neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van het voorstel van resolutie DOC 54 2099/001.

Barbara PAS (VB)
Annick PONTHER (VB)
Ellen SAMYN (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Pieter DE SPIEGELEER (VB)
Kurt RAVYTS (VB)
Tom VAN GRIEKEN (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que l'Empire turco-ottoman a été pendant sept cents ans le principal ennemi de l'Europe, qu'entre le XI^e et le XIV^e siècle, il s'est rendu coupable d'épuration ethnique en chassant la majorité hellénophone d'Anatolie, et que, jusqu'au XIX^e siècle, il a occupé la Grèce, l'Albanie, le Kosovo, la Bulgarie, la Macédoine et la Serbie et a entraîné ces pays dans le marasme intellectuel et scientifique dans lequel était tombé l'Islam depuis le XIII^e siècle;

B. considérant que les Turcs n'ont aucune racine culturelle européenne, telles que celles issues de la Grèce et de la Rome antiques, du Moyen-âge chrétien, ainsi que de la Renaissance des XV^e et XVI^e siècles, de la révolution scientifique du XVII^e siècle, des Lumières du XVIII^e siècle, de la révolution industrielle et du romantisme des XVIII^e et XIX^e siècles, mais, au contraire, trouvent leurs racines culturelles dans la Perse antique, l'ancienne Arabie, l'Islam et les dynasties seldjoudide et ottomane;

C. considérant qu'en 1915, durant la première Guerre mondiale, l'Empire ottoman a commis un génocide en Anatolie du Sud-est, faisant plus d'un million et demi de victimes, que, dans le même temps, il s'est rendu coupable d'épuration ethnique contre les Arméniens, et que la République turque refuse, à ce jour, de reconnaître ces faits, alors que le Parlement européen l'a fait en 1987, le Sénat de Belgique en 1998 et la Chambre des représentants de Belgique en 2015;

D. considérant que la République turque a envahi l'État kurde en Anatolie du Sud-Est, État créé par le Traité de Sèvres de 1920, et a ensuite réprimé les insurrections kurdes de 1920, 1926-30, 1936-38 et 1984-99, par des expulsions à caractère ethnique vers la Turquie occidentale, et qu'elle ne prévoit aucune réparation ou indemnisation de ces exactions;

E. considérant que la République turque a envahi la partie méridionale de Chypre en 1974, y a procédé à l'expulsion ethnique de 162 000 Chypriotes grecs et occupe toujours l'île, et qu'elle reconnaît en outre le gouvernement turco-chypriote, alors que l'Union européenne (UE) et le reste du monde ne reconnaissent que la République de Chypre, qui deviendra membre de l'UE en 2004;

F. considérant que la Turquie est située à 97 % en Asie et que les Turcs ne veulent adhérer à l'UE que pour des raisons économiques, et que, après quatre

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat het Ottomaanse Rijk van de Turken zevenhonderd jaar lang de belangrijkste vijand van Europa was, vanaf de 11^e tot de 14^e eeuw door etnische zuivering de Griekstalige meerderheid uit Anatolië verdreef, en tot aan de 19^e eeuw Griekenland, Albanië, Kosovo, Bulgarije, Macedonië en Servië, bezette en meesleurde in de intellectuele en wetenschappelijke stagnatie van de islam vanaf de 13^e eeuw;

B. overwegende dat de Turken geen Europese culturele wortels hebben, zoals daar zijn het Oude Griekenland, het Oude Rome, en de christelijke Middeleeuwen, alsook de Renaissance van de 15^e en de 16^e eeuw, de wetenschappelijke revolutie van de 17^e eeuw, de Verlichting van de 18^e eeuw, en de Industriële Revolutie en de romantiek van de 18^e-19^e eeuw, maar integendeel hun cultuur terugvoeren op het Oude Perzië, het Oude Arabië, de islam, en de dynastieën van de Seldjoeken en de Ottomanen;

C. overwegende dat het Ottomaanse Rijk tijdens WO I in 1915 in Noordoost-Anatolië een volkerenmoord met 1,5 miljoen doden en tegelijk een etnische verdrijving van Armeniërs heeft doorgevoerd, en de Turkse Republiek dit tot op heden weigert te erkennen, alhoewel het Europese Parlement in 1987, de Belgische Senaat in 1998 en de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers in 2015 dit wél hebben gedaan;

D. overwegende dat de Turkse Republiek de Koerdische staat in Zuidoost-Anatolië, opgericht door het Verdrag van Sèvres in 1920, onder de voet heeft gelopen, en vervolgens de Koerdische opstanden van 1925, 1926-30, 1936-38 en 1984-99 heeft onderdrukt door etnische verdrijvingen naar West-Turkije, en hiervoor in geen herstel- of schadevergoeding voorziet;

E. overwegende dat de Turkse Republiek Zuid-Cyprus in 1974 onder de voet heeft gelopen, daar een etnische verdrijving van 162 000 Griekse Cyprioten heeft doorgevoerd, en het eiland nog altijd bezet, en er bovendien de Turks-Cypriote regering erkent, terwijl de Europese Unie (EU) en de rest van de wereld alleen de Republiek Cyprus erkennen, die in 2004 lid van de EU is geworden;

F. overwegende dat Turkije voor 97 % in Azië ligt, en de Turken maar tot de EU willen toetreden om economische redenen, en dat na vier decennia de integratie

décennies, l'intégration des millions de réfugiés turcs dans les pays de l'UE reste encore et toujours difficile, ce qui démontre l'importance du fossé culturel qui sépare la Turquie de l'Europe;

G. considérant que tout modèle de coopération européen doit se fonder sur le sentiment de solidarité et le lien culturel qui unit les Européens ou les cultures provenant du même continent, ce qui pourrait être compromis pour l'UE si un peuple non européen tel que le peuple turc venait à adhérer, ce qui, en outre, entrouvrirait la porte de l'UE à d'autres peuples turcophones, tels que les Kazakhs, les Kirghizes, les Ouzbeks, les Turkmènes et les Azerbaïdjanais, voire aux Azéris d'Iran ou aux Ouïgours du Turkestan chinois, de sorte que le processus d'unification européenne s'appliquerait sans limites au reste du monde, ce qui saperait et, en fin de compte, anéantirait cette force de cohésion;

H. considérant que l'adhésion de la Turquie à l'UE sert avant toute chose les intérêts géopolitiques des États-Unis, ce qui a été explicitement formulé lorsque les États-Unis ont fait pression sur la présidence européenne en 2002, tandis que l'UE a toujours considéré qu'il y avait lieu d'agir avec circonspection, comme cela s'est avéré lorsque la Turquie émit le souhait, en 1959 déjà, d'adhérer; l'accord d'association avec la CEE de 1963 prévoyait à cet effet un délai de huit ans, le protocole additionnel de 1971 le prolongea jusqu'en 1995, l'accord d'association fut gelé par la CE en raison du coup d'État militaire (1980-88), la CE rejeta, en 1989 déjà, la nouvelle demande d'adhésion de 1987, ce qui se reproduisit en 1997, et, en 1999, elle finit par prendre la candidature de la Turquie en considération, uniquement parce que, outre les pressions américaines, un refus aurait pu inciter la Turquie à annexer la partie chypriote turque et à mettre, au sein de l'OTAN, son veto à la force d'intervention rapide européenne;

I. considérant que l'on a toujours pu s'interroger sur le fait de savoir si la Turquie est bien un État de droit démocratique selon le modèle européen, qui prévoit une séparation des pouvoirs et assure le respect des droits de l'homme;

J. considérant que le président Erdogan a profité du coup d'État manqué dans son pays pour se débarrasser un peu plus encore de ses opposants politiques et de tous ceux qui, dans la presse, l'enseignement, la justice et la police, ne sont pas favorables à son régime islamique, et que la Turquie prend ainsi un peu plus le chemin d'une république islamique totalitaire;

K. vu le statut de la Turquie dans le cadre de l'adhésion à l'Union européenne depuis 1987;

van de miljoenen Turkse inwijkelingen in de EU-landen nog altijd moeilijk blijft, waaruit blijkt hoe groot de culturele afstand is;

G. overwegende dat elk samenwerkingsmodel voor Europa gebaseerd moet zijn op het samenhorigheidsgevoel en de culturele verbondenheid van Europeanen of culturen uit hetzelfde werelddeel, iets wat voor de EU op de helling komt te staan indien een niet-Europees volk zoals de Turken zou toetreden, wat verder ook de EU-deur op een kier zou zetten voor andere Turkstalige volkeren, zoals de Kazachen, de Kirgiezen, de Oezbeken, de Turkmenen en de Azerbeidjanen, en zelfs voor de Azeriërs in Iran of de Oeigoeren in Chinees Turkestan, zodat het Europese samenwerkingsmodel grenzeloos zou uitdeinen over de rest van de wereld, waardoor het bindkracht zou verliezen en uiteindelijk zou mislukken;

H. overwegende dat de toetreding van Turkije tot de EU in de eerste plaats de geopolitieke belangen van de Verenigde Staten dient, zoals duidelijk tot uiting kwam in de Amerikaanse druk op de EU-voorzitter in 2002, terwijl de EU altijd al redenen voor terughoudendheid zag, zoals bleek toen Turkije in 1959 al wilde toetreden, het associatieakkoord met de EEG in 1963 hiervoor acht jaar voorzag, het aanvullende protocol van 1971 dit verlengde tot 1995, het associatieakkoord door de EG bevroren werd omwille van de militaire staatsgreep (1980-88), de EG de hernieuwde toetredingsaanvraag van 1987 al in 1989 verwierp, dat herhaalde in 1997, en in 1999 uiteindelijk alleen de kandidatuur in beschouwing nam omdat, benevens de Amerikaanse druk, Turkije kon dreigen met inlijving van Turks Cyprus en veto's in de Navo tegen Europa's snelle interventiemacht;

I. overwegende dat er altijd al grote vraagtekens konden worden geplaatst bij de vraag of Turkije wel een democratische rechtsstaat is naar Westers model met een scheiding der machten en waar de naleving van de mensenrechten verzekerd is;

J. overwegende dat president Erdogan de mislukte staatsgreep in Turkije van 15 juli 2016 heeft aangegrepen om zijn politieke tegenstanders en iedereen in pers, onderwijs, gerecht, het staatsapparaat, het leger en de politie die niet in de pas van zijn islamitische regime loopt verder uit de weg te ruimen en Turkije daardoor verder op weg wordt gezet naar de ontwikkeling tot een totalitaire islamitische republiek;

K. gelet op de status van Turkije als kandidaat-lidstaat van de Europese Unie sedert 1987;

L. vu l'ouverture, le 3 octobre 2005, des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne;

M. considérant qu'après plus de dix ans de négociations et malgré les innombrables concessions faites au régime turc par l'Union européenne, la Turquie est toujours loin de remplir les conditions requises pour pouvoir prétendre à une adhésion à l'Union européenne et que cette perspective s'éloigne de plus en plus en raison des développements récents;

N. considérant que la Turquie a totalement échoué à se muer en un État de droit démocratique à l'occidentale et que les droits de l'homme, la liberté de la presse, la liberté d'expression et la séparation des pouvoirs y sont de plus en plus souvent bafoués ou ont cessé d'exister;

O. vu la décision du 30 juin 2016 de la Commission européenne et du Conseil d'œuvrer à "une relance du processus d'adhésion";

P. considérant qu'une telle relance n'est absolument pas opportune ni souhaitable, compte tenu des développements politiques qu'a connus la Turquie et eu égard au constat que ce pays n'a en tout état de cause pas sa place au sein de l'Union européenne ni dans le cadre d'un quelconque accord de coopération européen;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de reconsidérer son point de vue concernant l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne dans le sens d'une cessation définitive des négociations menées en la matière au niveau européen;

2. d'entreprendre au niveau européen les démarches politiques nécessaires pour mettre fin de manière définitive aux négociations menées avec la Turquie en vue d'une adhésion à l'Union européenne.

17 août 2019

L. gelet op de opening van de onderhandelingen voor de toetreding van Turkije tot de Europese Unie op 3 oktober 2005;

M. overwegende dat Turkije, ondanks alle mogelijke en vooral onmogelijke tegemoetkomingen van de Europese Unie ten aanzien van het Turkse regime in dat verband, na meer dan 10 jaar onderhandelen nog altijd mijlenver verwijderd is van de vereisten waaraan voldaan moet worden om in aanmerking te komen voor lidmaatschap van de Europese Unie en zich hier met de recente ontwikkelingen steeds verder van verwijdert;

N. overwegende dat Turkije er niet in het minst in slaagt zich uit te bouwen tot een democratische rechtsstaat naar Westers model en de mensenrechten, de persvrijheid, de vrijheid van meningsuiting, de scheiding der machten, er hoe langer hoe meer zwaar met voeten worden getreden of hebben opgehouden te bestaan;

O. gelet op de beslissing van de Europese Commissie en de Raad van 30 juni 2016 "een herstimulering van het toetredingsproces" te zullen nastreven;

P. overwegende dat dit hoogst ongepast en hoogst onwenselijk is ingevolge de politieke ontwikkelingen in Turkije en ingevolge de vaststelling dat Turkije principieel niet thuishoort in de Europese Unie of om het even welk Europees samenwerkingsverband;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. haar standpunt inzake de toetreding van Turkije tot de Europese Unie te herzien in de zin van een definitieve stopzetting van onderhandelingen op Europees niveau ter zake;

2. op Europees niveau de nodige politieke stappen te zetten ten einde definitief een einde te maken aan de onderhandelingen met Turkije over een toetreding tot de Europese Unie.

17 augustus 2019

Barbara PAS (VB)
Annick PONTHER (VB)
Ellen SAMYN (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Pieter DE SPIEGELEER (VB)
Kurt RAVYTS (VB)
Tom VAN GRIEKEN (VB)